

CONSEIL MUNICIPAL. Le casse-tête des 25 % de logements sociaux

La présence de plus d'une trentaine de personnes dans le public, dont certaines étaient assises sur le sol de la salle du conseil municipal, n'aura pas suffi. Le nouveau plan local d'urbanisme (PLU) a été voté à la majorité par le conseil municipal de Buc.

Pourtant, depuis plusieurs semaines, associations et habitants se mobilisaient contre (lire notre édition du 14 février), notamment en raison d'un trop grand nombre de constructions de logements à venir. Alors, la Ville a « ajusté certaines dispositions » comme l'a expliqué Georges Dutruc-Rosset, adjoint au maire chargé de l'urbanisme lors de la présentation du nouveau PLU.

Mais ces ajustements, dont la suppression de deux opérations d'aménagement programmé, n'ont pas suffi à faire taire les mécontentements. « Nous avions demandé à être associés à la réflexion, rappelle Arlette Fastré, vice-présidente de l'association des Amis de la vallée de la Bièvre pour les Yvelines. La mairie avait accepté mais dans les faits cela s'est simplement traduit par une présentation du dossier en même temps que le public. »

« Les modifications qui ont été apportées sont dues



La salle du conseil municipal, lundi 12 février, était pleine.

au PPRI (plan de prévention des risques d'inondations) et à l'architecte des Bâtiments de France, pas du fait de la mairie », estime Yves Bayle, du collectif d'habitants et de l'association Apach.

6 300 à 6 500 habitants en 2025

Lors des débats en conseil, c'est surtout autour des prévisions de populations dans les années à venir que les débats ont porté. Si la Ville prévoit en divers endroits la construction de logements, c'est bien pour répondre à l'évolution de la population. Selon les estimations, Buc devrait atteindre 6 500 habitants en 2025. « Il faut donc

construire 300 logements, résume Georges Dutruc-Rosset. Et si l'on veut atteindre 25 % de logements sociaux, cela représente 125 logements. Là, nous en avons 90 de prévus. » Restera donc une trentaine à trouver que l'équipe en place laissera le soin à la prochaine de trouver. « À chaque jour suffit sa peine », sourit Georges Dutruc-Rosset.

« Nous serions plutôt autour de 6 300 habitants, estime Stéphane Grasset du groupe d'opposition Notre village. Ce qui représente 276 logements à construire dont 119 sociaux, ce qui représenterait 43 % des logements. Cela va être compliqué surtout si nous n'avons

plus que trois opérations d'aménagement programmé. Il aurait fallu prévoir d'autres opérations, plus disséminer dans la ville. » Le risque étant que ce soit sur le site du Fort de Buc que de nombreux logements sociaux soient construits pour répondre aux exigences de l'État. « 45 ou 50 % de logements sociaux à cet endroit, ce n'est pas souhaitable », ajoute Stéphane Grasset. Point sur lequel il s'accorde avec la majorité. « Vous avez perdu de vue l'essentiel, estime le conseiller de Notre village. À quoi doit ressembler Buc demain ? »